Femmes au travail dans les campagnes angevines durant le premier xx^e siècle : quels mots pour quels travaux ?

Frédérique El Amrani

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/430>

DOI : 10.4000/abpo.430

ISBN : 978-2-7535-1507-9

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 2007

Pagination : 109-124

ISBN : 978-2-7535-0554-4

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Frédérique El Amrani, « Femmes au travail dans les campagnes angevines durant le premier xx^e siècle : quels mots pour quels travaux ? », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 114-3 | 2007, mis en ligne le 30 septembre 2009, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/430> ; DOI : 10.4000/abpo.430

Femmes au travail dans les campagnes angevines durant le premier xx^e siècle : quels mots pour quels travaux ?

Frédérique EL AMRANI

Doctorante,
CERHIO – Université d'Angers

Si, pour reprendre le titre d'un ouvrage de l'historienne Sylvie Schweitzer, « les femmes ont toujours travaillé¹ », il a longtemps été difficile de cerner clairement les contours du travail féminin et d'en préciser les modalités d'apprentissage, d'exercice et de rétribution. De nos jours encore, dans un domaine d'activité en plein essor comme celui des services à la personne, assurés essentiellement par les femmes, les hésitations en matière de terminologie, la complexité des modes de paiement, le polymorphisme des tâches effectuées témoignent de difficultés persistantes à dénommer le travail féminin².

Durant une grande partie du xx^e siècle en France, nonobstant l'évidence du travail féminin, l'idéologie dominante, qu'elle fût d'inspiration cléricale³ ou laïque, a tenté, et réussi en partie après la seconde guerre mondiale, à imposer, pour une minorité de femmes issues des classes moyennes, un modèle de femme œuvrant exclusivement au sein du foyer⁴. En milieu urbain, travailler n'était reconnu et valorisé, de façon souvent ambivalente, sur un mode volontiers misérabiliste⁵, que pour les femmes sans soutien financier masculin, qu'elles fussent veuves ou « promises » au célibat par

1. SCHWEITZER, Sylvie, *Les Femmes ont toujours travaillé. Une histoire du travail des femmes aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Odile Jacob, 2002.

2. DUSSUET, Annie, *Travaux de femmes. Enquêtes sur les services à domicile*, Paris, l'Harmattan, coll. « Le travail du social », 2005.

3. En 1931, dans l'encyclique *Quadragesimo anno*, le pape Pie XI réaffirme dans la droite ligne de l'encyclique *Rerum Novarum* de Léon XIII (1891) que « par sa nature même, la femme est destinée aux ouvrages domestiques ».

4. En 1921 le taux d'activité des femmes était de 47 %, en 1954 de 39,6 %. Source : SCHWEITZER, Sylvie, *Les Femmes...*, *op. cit.*

5. Cf. par exemple BERGER, Lya, *Le Vaste champ du célibat féminin*, Avignon, Aubanel Aîné éditeur, 1936.

le déséquilibre du *sex-ratio* résultant de la première guerre mondiale. La littérature populaire de l'entre-deux-guerres met volontiers en scène les romanesques figures de l'orpheline déclassée, de la fiancée en deuil, de la veuve courageuse chargée d'enfants, également contraintes à l'indigne salariat. Seules celles qui, comme les infirmières, détenaient de compétences techniques très spécifiques alliant maîtrise de l'outil et contrôle du geste⁶ pouvaient prétendre à une vraie reconnaissance par le corps social. « Anges blancs » aux gestes sûrs et au sourire compassionnel, ainsi que nous les présente l'iconographie du premier tiers du xx^e siècle, elles avaient une qualification validée par un diplôme, qui leur conférait une visibilité socioprofessionnelle à laquelle peu de travailleuses pouvaient espérer accéder. La reconnaissance dont pouvaient également jouir institutrices ou couturières émérites reposait davantage sur des dispositions qu'on se plaisait à imaginer innées (génie pédagogique ou don de la coupe) que sur des compétences acquises.

Longtemps, syndicats ouvriers⁷ et clergé, structures également masculines, ont professé de concert l'incompatibilité entre soin du foyer et travail salarié, enjoignant aux femmes de privilégier la sphère familiale, ce que la politique familialiste de l'État français de Vichy institua, sans pour autant réussir totalement à l'imposer, entre 1940 et 1944⁸. Mais si, au-delà des représentations – dont la puissance prescriptive n'est pas négligeable – il est établi que la grande majorité des femmes des milieux populaires travaillaient durant la première moitié de xx^e siècle, produisant biens et services divers, peut-on dire pour autant qu'elles avaient un métier, exerçaient une profession ?

La langue française du début du xx^e siècle dispose d'un vocabulaire varié et précis pour désigner l'activité professionnelle des hommes des milieux populaires, en particulier des artisans. Les termes utilisés correspondent assez bien à ce que nous nommons métier, voire profession quand, à l'exercice de ce métier, s'accroche une position particulière dans la société dont les actuelles CSP (catégories socioprofessionnelles) sont les héritières. Or, cette même langue manque souvent de mots pour désigner l'activité qui permet aux femmes de vivre ou de contribuer à faire vivre leur famille. Cette dissymétrie et cette pauvreté du langage quand il s'agit de nommer les activités féminines, peuvent s'expliquer, en partie, par la relative indigence de leur formation. Existe-t-il pour les femmes, par exemple, l'équivalent de la formation longue et pointue dont bénéficient les élitistes et strictement masculins compagnons du devoir ?

6. Instauration d'un diplôme d'État d'infirmière en 1922.

7. BARD, Christine, *Les Femmes dans la société française au XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2001, p. 24, « Leur éloge de la ménagère masque une hostilité au travail féminin, perçu comme une concurrence « déloyale ».

8. MUEL-DREYFUS, Francine, *Vichy et l'éternel féminin. Contribution à une sociologie politique de l'ordre des corps*, Paris, Seuil, 1996.

Déjà difficile à cerner dans un cadre urbain, alors que la documentation existe⁹, le travail féminin paraît encore moins visible dans les campagnes, où l'émission spatio-temporel des activités féminines semble souvent dissoudre toute référence possible à un métier ou une profession quelconque. En m'appuyant sur des exemples tirés d'un travail de recherche en cours¹⁰, j'aimerais tenter de faire le point sur l'éventail des ressources que l'on peut mobiliser pour tracer les contours du travail féminin en milieu rural durant la première moitié du xx^e siècle. Il s'agit d'ébaucher, dans les limites géographiques et chronologiques du cadre retenu, l'Anjou rural au début du xx^e siècle, un petit inventaire critique des sources utilisables, d'en pointer les richesses et les insuffisances, d'en proposer un « mode d'emploi ».

Les sources : un état des lieux

Un rapide état des lieux des ressources manuscrites ou imprimées disponibles amène à constater les limites des sources archivistiques « classiques » de la première moitié du xx^e siècle pour dire et décrire le travail des femmes des milieux populaires ruraux.

L'exploitation des recensements de la série M, consacrée à l'administration générale et l'économie depuis 1800, est d'emblée obérée à la fois par la qualité inégale du travail des agents recenseurs, par la sous-déclaration de l'activité pour d'évidentes raisons fiscales¹¹ et par l'imprécision du vocabulaire employé¹². Si l'on met à part les métiers de la confection (couturière, modiste) et de l'entretien du linge (lingère, repasseuse), la terminologie se révèle très générique et on ne sait trop souvent quoi mettre précisément derrière les mentions de « ménagère », « cultivatrice », ou « domestique ». Au-delà d'évidences quasi tautologiques telles que la ménagère tient son ménage, la cultivatrice cultive la terre et la domestique est au service d'autrui, il est impossible de déterminer à partir de ces seules dénominations quelles étaient les tâches effectivement exécutées. La ménagère épouse d'un artisan commerçant ne peut-elle pas aussi tenir la caisse ? L'exploitation dans laquelle trime la cultivatrice produit-elle des céréales, des graines ou des primeurs, cultures pour lesquelles le travail n'est en rien comparable ? La domestique est-elle femme de chambre ou

9. À la suite des travaux pionniers de Michelle PERROT, résumés dans l'article « Qu'est-ce qu'un métier de femmes ? », *Le mouvement social*, n°140, 1987, p. 2-10, de nombreuses études ont été faites sur les métiers féminins en milieu urbain.

10. « Jeunes filles à l'école des femmes : la formation de l'identité féminine dans les campagnes angevines (1920-1950) », thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Christine Bard, Université d'Angers.

11. Des femmes rencontrées, mentionnées comme « sans profession » ou « ménagère » dans le recensement nominal de 1936 pour le canton de Doué-la-Fontaine (Maine-et-Loire), ont confirmé avoir, très activement, exercé au noir le métier de couturière durant cette même année.

12. Ces questions de mesure et de d'imprécision terminologique sont très bien exposées par Françoise BATTAGLIOLA, *Histoire du travail des femmes*, Paris, La Découverte, Coll. Repères, p. 15-35.

filles de ferme? Rien non plus ne peut en être tiré sur les cadres et modalités des formations et apprentissages ainsi que sur les rémunérations ou gratifications perçues.

Les actes d'état civil accessibles mentionnent parfois une activité, déclarée à l'occasion de moments émotionnellement forts (mariage, naissance, décès), mais ne renseignent pas davantage sur les pratiques la constituant et le cadre dans lequel elle s'exerce.

Très utilisés en histoire moderne, les fonds d'archives notariales ne sont pas ici d'un grand secours car, à l'époque considérée, la population étudiée, généralement modeste, ne recourt pas massivement aux notaires, et les contrats de mariage sont peu fréquents.

La série U (justice de 1800 à 1958), et plus particulièrement la sous-série 2U rassemblant les pièces des procès d'assises, dont Anne-Marie Sohn¹³ a démontré la richesse pour l'histoire de la vie privée et de la sexualité, se révèle par contre pleine de ressources inattendues. Un des grands intérêts de ces sources, étudiées sous l'angle de l'histoire du travail des femmes, est de signaler systématiquement la profession, l'état de tous les protagonistes d'une affaire (inculpé[e], victime, témoin) en utilisant une riche terminologie. Ainsi une personne indiquée comme « cultivatrice » dans l'acte d'accusation, pièce maîtresse et inaugurale d'un procès, qui obéit à des consignes de rédaction codifiées, peut, dans le procès-verbal d'interrogatoire et de confrontation autorisant les citations¹⁴, se présenter plus précisément comme « gardienne d'herbage¹⁵ » ou « jardinière », se campant ainsi dans son activité du moment.

Au-delà de leur contribution à l'enrichissement sémantique de la nomenclature des métiers féminins en milieu rural, l'intérêt de nombre de pièces de procédure¹⁶, qui mettent en scène les protagonistes dans leur cadre de travail quotidien, est de donner à voir gestes et postures de femmes en mouvement, vaquant à leurs tâches ordinaires. Telle jeune fille violée est par exemple agressée alors qu'elle « fait du bois¹⁷ » en forêt ou donne la « pansion aux lapins¹⁸ ». Des témoins stigmatisent le comportement d'un tyran domestique en soulignant qu'il obligeait sa femme et sa fille à « faire

13. SOHN, Anne-Marie, *Chrysalides. Femmes dans la vie privée. XIX^e-XX^e siècles*, 2 vol., Paris, Publications de la Sorbonne, 1996.

14. Il faut cependant garder un œil critique sur les citations car les greffiers ne transcrivent pas toujours littéralement les propos des protagonistes, ainsi que l'a montré Frédéric CHAUVAUD, dans son article « La parole captive. L'interrogatoire judiciaire au XIX^e siècle », *Histoire et Archives*, n° 1, janvier-juin 1997, p. 33-60.

15. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 2U/272, cour d'appel d'Angers, audience du 19 juillet 1937.

16. Procès-verbaux d'interrogatoire et de confrontation, dépositions, procès-verbaux de gendarmerie, enquêtes de voisinage.

17. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 2U/281, cour d'appel d'Angers, audience du 5 mai 1942.

18. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 2U/295, cour d'appel d'Angers, audience du 10 février 1948.

les labours¹⁹ ». Une laveuse, interrogée dans le cadre d'une affaire d'infanticide, décrit par le menu sa tournée de collecte du linge sale et de livraison du linge blanchi et, forte de son expertise professionnelle, fournit des indications très précises sur le degré de salissure des draps d'une accouchée clandestine, ou la blancheur soudaine, et donc éminemment suspecte, des chemises d'une jeune fille, qui ne « voit plus²⁰ » ses règles.

Extraits de la série alpha (archives en cours de reclassement), les dossiers des mineures confiées à l'Assistance publique sont riches en documents variés permettant d'étudier la population féminine juvénile, de 13-14 ans à 21 ans, au travail. On y trouve notamment les contrats de placement spécifiant les tâches affectées aux mineures placées, ainsi que les rétributions perçues. Le nombre de contrats par dossier est lui-même à prendre en considération et leur multiplicité est souvent l'indice d'une certaine instabilité professionnelle. Ils recèlent enfin un abondant courrier manuscrit, tant de pupilles se plaignant de leurs employeurs, de leurs conditions de travail et de vie, que d'employeurs déplorant la fainéantise, l'incurie et l'immoralité de leurs subordonnées. Par ce biais, il peut être possible de pointer quelles tâches sont ou ne sont pas exigibles de femmes, fussent-elles encore « filles ». Ces doléances doivent cependant être utilisées avec précaution car elles s'inscrivent parfois dans des stratégies personnelles : souhait des pupilles d'être placées ailleurs ou souci des employeurs d'être débarrassés de jeunes rebelles ne répondant pas à leurs attentes en termes d'endurance et de docilité. Au travers des correspondances confisquées peuvent aussi se révéler les rêves et les ambitions d'ascension sociale de ces jeunes filles, presque systématiquement placées à la campagne. Ils se concrétisent parfois par le mariage²¹, ou l'accès à des formations qualifiantes.

Documents imprimés, les petites annonces d'offres et de recherches d'emploi paraissant deux fois par semaine dans la presse locale²² sont également intéressantes car y sont exigées ou proposées des compétences, parfois très précisément nommées et décrites. Ainsi, dans une édition du *Petit Courrier* au début des années 1920, l'intendant d'un grand domaine cherche à recruter une « basse-courrière ».

L'utilisation des ouvrages imprimés que leur ancienneté promet au rang de source est délicate et il serait sans doute aventureux de considérer que les conseils et les bonnes pratiques consignés dans les nombreux manuels de « parfaite fermière » édités jusqu'au lendemain de la seconde

19. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 2U/272, cour d'appel d'Angers, audience du 9 février 1937.

20. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 2U/244, cour d'appel d'Angers : audience du 27 février 1927.

21. JABLONKA, Ivan, *Ni père, ni mère. Histoire des enfants de l'Assistance publique (1874-1939)*, Paris, Seuil, coll. « 20^e siècle », 2006, p. 272-274.

22. Ont été étudiées par sondage les éditions angevines des quotidiens *Le Petit Courrier* pour la période 1920-1944 (Arch. dép. du Maine-et-Loire, 97 JO 38 à 97 JO 98) et *Le Courrier de l'Ouest* pour les années 1944-1950 (Arch. dép. du Maine-et-Loire, 30 JO 1 à 30 JO 13).

guerre mondiale témoignent de la réalité des activités féminines dans les campagnes. Leur caractère normatif et éminemment prescripteur incite même à penser le contraire. Ces ouvrages cantonnent les femmes et leurs activités dans des lieux nettement circonscrits : la maison, la basse-cour, la laiterie et le jardin, autant d'espaces que l'on peut considérer comme une extension de la cellule domestique. La parfaite fermière y apparaît comme l'incarnation la plus accomplie de la ménagère qui, d'amont en aval, du soin du jardin et de la basse-cour à la mise en bocaux, maîtrise toute la filière de l'approvisionnement familial.

Enfin, les outils, conservés dans les musées des vieux métiers et écomusées régionaux, sont, à l'exception de ceux utilisés pour le travail du fil et du tissu²³, rarement sexo-spécifiques et rien ne permet d'en exclure l'utilisation occasionnelle par les femmes.

Cependant, la proximité dans le temps de la période étudiée permet de se tourner vers des témoins ayant vécu et travaillé dans les campagnes angevines entre 1920 et 1950 afin de croiser et compléter les informations parcellaires tirées des sources écrites. Après avoir tenté d'approcher le travail des femmes en milieu rural au travers du prisme de sources rédigées ou rassemblées le plus souvent par des hommes officiant en milieu urbain²⁴, que peut-on attendre de la mise en récit de leur expérience du travail par les femmes elles-mêmes ? Dans le cadre de ma thèse j'ai eu l'occasion de rencontrer, pour les interroger longuement, un groupe de 100 femmes, dont 78 nées entre 1905 et 1935 dans une commune rurale du Maine-et-Loire²⁵. Une partie du questionnaire a porté sur leurs occupations quotidiennes, à l'intérieur et à l'extérieur du cadre domestique, ainsi que sur la formation les ayant préparées à les exécuter. Quels éclaircissements sur le travail féminin pouvaient donc jaillir de la remémoration par les témoins de leurs activités passées ?

La langue du travail : trois expressions récurrentes

Aux insuffisances des sources écrites concernant le travail féminin en milieu rural a semblé correspondre dans un premier temps l'aphasie, ou plutôt la dysphasie des femmes elles-mêmes interrogées sur leurs activités. Ce déficit de mots, en rien imputable aux défaillances de la mémoire ou à la dégradation des compétences langagières, concerne à la fois la définition de l'activité principale, celle du statut personnel dans lequel elle était exercée ainsi que la présentation des modalités de la formation. La syntaxe même des phrases, au-delà des particularismes linguistiques locaux, sem-

23. Cette sexuation des outils concerne essentiellement le travail du fil et de la confection domestique, le maniement du métier à tisser étant, sauf exception, une tâche masculine.

24. Seuls les gendarmes vivant et enquêtant dans les cantons ruraux dérogent à cette fréquente citadinité des producteurs d'archives.

25. Les entretiens semi-directifs, individuels ou collectifs suivis, ont été réalisés en maisons de retraite, foyers logements ou au domicile des personnes.

ble relever d'une autre façon historiquement datée de penser le travail et de le vivre au quotidien.

De façon suffisamment récurrente pour être notée, trois expressions reviennent en particulier dans la bouche des témoins pour évoquer leur passé laborieux : « fallait travailler », « être à la terre », « être placée ». Interrogées sur leur travail, nos interlocutrices, loin de cerner les contours précis d'une activité, se lancent souvent dans de plus ou moins longs développements sur l'ardente obligation de travailler dès lors que l'on n'est plus scolarisé.

« Fallait travailler » : ce premier leitmotiv inlassablement ressassé suscite un certain nombre de commentaires. Travailler semble relever d'une obligation morale autant que d'une nécessité concrète. Cette dernière demeure cependant indéniable puisque, à cette époque, l'économie domestique familiale en milieu rural ne peut se dispenser de la main-d'œuvre juvénile gratuite ou de l'apport des gages rétrocédés par les enfants placés. Seules 3 des 78 témoins, issues de familles d'exploitants agricoles et d'artisans un peu plus aisées, ont dit n'avoir jamais été contraintes de travailler aux champs pour le compte de leurs parents ou d'autrui. Elles « se contentaient » d'effectuer les tâches ménagères que leurs mères, préférant parfois le travail de la terre et de plein air²⁶, négligeaient volontiers. Toutes les autres ont exercé jusqu'à leur mariage au moins un travail productif, rémunéré ou non. Si calculer un taux d'activité pour un échantillon aussi réduit, dont la représentativité peut être discutée, a un sens, on pourrait avancer que le taux d'activité des jeunes filles de 13 à 21 ans en milieu rural était durant la première moitié du xx^e siècle largement supérieur à 90 %.

Goût de l'effort et endurance à la tâche apparaissent comme des vertus cardinales, et le courage qualifie plus celle qui est capable de travailler sans mollir de longues heures que celle qui affronte sans faiblir les coups du sort. Les enquêtes de moralité diligentées dans le cadre de procédures judiciaires insistent toujours sur l'ardeur, ou le manque d'ardeur, au travail de la personne sujet de l'enquête. De façon systématique, dans les dossiers de procédure étudiés, l'inculpée ou la victime est considérée du point de vue de sa bonne volonté à travailler avant de l'être selon ses mœurs ou sa propreté. La travailleuse pourra espérer une indulgence ou/et une commiseration auxquelles la paresseuse ne saurait prétendre. Cette éthique du travail, stigmatisant moralement la fainéantise n'est pas propre au milieu rural, ainsi que l'a fort bien montré Olivier Scharwz qui en souligne aussi

26. Cette préférence de certaines femmes, nées le plus souvent à la fin du xix^e siècle, pour le travail des champs plutôt que pour celui de l'entretien de la maison est évoquée par quatre informatrices et permet de penser que ces travaux très physiques pouvaient être vécus et perçus comme gratifiants. En revanche, un seul témoin (Madeleine F., née en 1920, entretien du 29 septembre 2005 à Avrillé, Maine-et-Loire) a évoqué pour elle-même sa satisfaction et sa fierté de s'être consacrée sa vie durant aux tâches agricoles et a été la seule à se présenter d'emblée comme « exploitante agricole ».

l'importance pour le monde ouvrier²⁷. Il fut par contre plus difficile de faire parler les témoins, qui ne concevaient pas le « droit à la paresse » revendiqué pour les ouvriers par Jules Lafargue²⁸, des moments d'oisiveté, de moindre charge de travail. Le « repos » dominical, très relatif dans les campagnes dès lors qu'est pratiqué l'élevage, est lui-même scandé par une série d'obligations sociales et/ou religieuses (messes, vêpres, visites de courtoisie, etc.) que l'on ne peut complètement assimiler à des loisirs.

Le corps ne semble avoir droit au repos que pour reconstituer la force de travail²⁹. En été, la sieste, « la marienne » coupant une longue journée de travail commencée aux premières lueurs du jour, est même recommandée. À défaut de sommeil réparateur, les réfractaires à la pause post-prandiale estivale doivent œuvrer à quelques tâches physiquement moins contraignantes : travaux d'aiguille d'utilité familiale ou d'agrément personnel – c'est le moment par excellence où l'on peut broder son trousseau –, entretien d'un jardin personnel aux parterres et bordures fleuris, rares lieux où peuvent s'exprimer et s'exposer créativité et sensibilité esthétique³⁰. La lecture, activité n'engageant que l'esprit et immobilisant le corps, est sinon proscrite, du moins souvent mal considérée par les parents qui peuvent l'estimer volée au temps productif et récupérateur, et certaines de nos interlocutrices, avides de lire, devaient se cacher pour assouvir « ce vice » sans être punies.

« J'étais à la terre » : cette formule, souvent employée par les femmes ayant travaillé en tant qu'exploitante, domestique ou journalière dans une exploitation agricole, est riche de significations multiples. L'utilisation récurrente d'une périphrase verbale, plutôt que d'une formulation nominative de type « cultivatrice », ou « agricultrice », terme rarement utilisé et exclusivement par les témoins les plus jeunes, incite à penser que « travailler la terre », expression également fréquemment entendue, est davantage vécu comme un état, voire un statut, que comme une activité à proprement parler.

La richesse sémantique de la préposition « à » signifiant tout à la fois la localisation et l'appartenance, renforcée par l'utilisation du verbe être, laisse le champ libre à diverses interprétations. « Être à la terre » c'est à la fois la travailler, le plus souvent agenouillée ou accroupie et donc être au plus près d'elle pour la faire fructifier, mais c'est aussi lui appartenir, c'est-à-dire ne pas forcément avoir justement choisi d'y être.

27. SCHARWZ, Olivier, *Le Monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris, PUF, 1990.

28. LAFARGUE, Jules, *Le Droit à la paresse*, éditions Allia, 2004 (6^e édition ; 1883 : 1^{re} édition).

29. LOUX, Françoise, *Le Corps dans la société traditionnelle*, Paris, Berger-Levrault, coll. « Espaces des hommes », 1979.

30. Un certain nombre de témoins ont évoqué avec émotion et force détails botaniques ce « jardin secret » exposé aux yeux de tous.

Invitées à préciser ce que concrètement signifiait « être à la terre », les témoins concernées savent détailler toute une série de gestes techniques plus ou moins complexes (entretien très codifié de la vigne, soin minutieux des plantes à graines, des plants à repiquer, sarclage des tubercules, etc.) sans pour autant présenter leur maîtrise comme un ensemble cohérent de compétences, de savoir-faire, donnant droit à une reconnaissance « professionnelle ». Elles ne se disent pas, ou très peu, agricultrices, viticultrices, pépiniéristes ou rosiéristes, tous termes qui se déclinaient déjà à l'époque au masculin mais ne le seront au féminin que dans les années 1970³¹.

« J'étais placée », expression utilisée pour décrire la condition d'un grand nombre de jeunes filles entre la fin de la scolarité et le mariage, mérite également d'être examinée de plus près. « Être placée » est d'abord, dans la bouche des témoins, une expression de première intention qui semble se suffire à elle-même et ne pas nécessiter d'être précisée par des compléments circonstanciels. Elle signifie toujours un éloignement de la famille, parfois très précoce et plus ou moins régulièrement rompu par des visites mutuelles. Ce n'est que dans un second temps qu'est mentionnée l'affectation (lieu, tâches) de ce placement. Le champ sémantique du placement est particulièrement touffu, incluant des connotations tout à la fois de mobilité, de localisation et de hiérarchie. La jeune fille placée est d'abord déplacée de son lieu d'origine, elle peut changer de place mais, partout en position de subordination, elle doit prendre garde à toujours rester « à sa place » sous peine de la perdre. Pourtant, dès que l'on creuse la question, les activités pratiquées dans le cadre de ces placements apparaissent d'une grande diversité, avec à la clé des conditions de vie très différentes, selon qu'on est placée en ferme, en maison bourgeoise, ou dans un commerce. Dans la bouche des témoins, « être placée », comme « être à la terre », décrit bien davantage un état, un statut, une condition, qu'une activité.

Des situations complexes à définir

Il est en fait assez difficile de s'appuyer sur la parole des témoins pour décrire précisément leur travail tant les parcours personnels apparaissent souvent complexes, la « travailleuse » exerçant simultanément et successivement plusieurs activités ressortissant de registres très différents.

Utiliser des termes contemporains pour questionner les témoins sur leur travail se révèle peu pertinent. Les réponses sont évasives ou/et changeantes, selon qu'on les interroge sur leur activité principale, leur emploi, leur métier, leur profession, leur formation, leur apprentissage ou leurs occupations journalières. Et il est souvent impossible, sauf pour les praticiennes du linge et de la toilette, de leur assigner un métier précis aux contours bien délimités. Il faut noter la complexité particulière des trajectoires professionnelles de femmes se reconnaissant parfois un vrai métier,

31. LAGRAVE, Rose-Marie, *Celles de la terre. Agricultrice : l'invention politique d'un métier*, Paris, EHESS, 1987.

la couture le plus souvent, pour lequel elles avaient été formées mais qu'elles n'exerçaient pas, leur activité principale étant autre³². On peut ainsi se demander quelle était l'activité principale de Georgette P.³³, née en 1929, qui, entre 13 et 20 ans, après 18 mois d'apprentissage, faisait trois jours par semaine de la couture dans les fermes alentour, coupait, chaque samedi, les cheveux des hommes du village dans une petite salle du café familial, préparait et animait jusqu'au matin, avec ses sœurs, les banquets très régulièrement organisés en semaine par leurs parents et fut envoyée pendant six mois dans une ferme pour aider une tante jeune accouchée débordée ? Cet exemple est assez représentatif des modalités traditionnelles d'insertion dans le monde du travail des jeunes filles et des femmes des milieux populaires ruraux et urbains, caractérisées à la fois par une relative discontinuité occupationnelle et une grande continuité laborieuse.

Pluriactivité et nomadisme professionnel apparaissent comme des constantes dans les parcours de travail des témoins. Beaucoup de femmes peuvent cumuler durant une même période plusieurs activités de production ou de service, dont les modalités de rétribution se complètent. Elles peuvent également, encore jeunes filles sans responsabilités familiales, exercer au cours de placements successifs des activités très différentes. Le manque de qualification constitue en la matière un facteur non négligeable de mobilité tant professionnelle que géographique. Sources écrites et orales concordent largement pour souligner ces fréquents va-et-vient entre milieu d'origine et milieu d'adaptation. Ainsi, Rolande M., née en 1931, est, entre 1945 et 1952, journalière à la campagne, fille de salle dans un hôpital tenu par des religieuses en ville, de nouveau journalière dans sa commune d'origine, puis élève dans une maison familiale avant de se mettre à faire de la couture au noir³⁴.

Également représentatif de cette forte mobilité des jeunes actives est le parcours, reconstitué à partir de pièces de procédure³⁵, de Gilberte F., née en 1906 et qui connut 8 placements en 9 années, détaillés dans le tableau 1.

Pour dresser le tableau synthétique des situations le plus souvent mentionnées par les témoins, je leur ai demandé de me caractériser et nommer leur « activité principale », celle qui souvent les avait occupées le plus longtemps et/ou qui fondait leur « identité » professionnelle (Tableau 2).

32. Née en 1927, Marcelle F. fit un apprentissage de couturière, puis exerça en atelier de 1941 à 1948, année de son mariage. Par la suite, elle géra avec son mari un magasin d'articles de pêche. Rencontrée en 2003, elle se présenta d'emblée comme couturière. Entretien n° 1 du 9 juillet 2003 à Doué-la-Fontaine (Maine-et-Loire).

33. Georgette P. Entretien n° 1 du 30 août 2005 à Angers (Maine-et-Loire).

34. Rolande M. Entretien n°3 du 8 décembre 2004 à La Daguenière (Maine-et-Loire).

35. Arch. dép. du Maine-et-Loire, 2U/244, cour d'appel d'Angers, audience du 27 février 1927.

Tableau 1 – Les différents placements de Gilberte F.

Périodes	Placements
1917-1919	Domestique dans une ferme à Saint-Germain-des-Près (49)
1919-1921	Domestique dans une ferme à Saint-Germain-des-Près (49)
1921-1922	Domestique dans une ferme à Saint-Germain-des-Près (49)
1922-1924	Domestique dans une ferme à Champtocé (49)
1924-1925	Bonne chez un grand commerçant à Angers (49) Bonne chez un pâtissier à Angers (49)
1925-1926	Bonne chez un marchand de chevaux à Angers (49) Ouvrière dans une fabrique de papier à cigarette à Angers (49)

Tableau 2 – Les principales activités déclarées

Situation	Nombre	%
Travailleuse dans la ferme familiale	22	28,5%
Couturière	17	21,8%
Domestique placée dans une maison	12	15,4%
Domestique placée dans une ferme	9	11,5%
Autres	18	23,1%
TOTAL	78	100%

Les cadres de la formation

À la complexité des situations semble correspondre, hormis peut-être pour les couturières, celle des modalités de la formation, dont l'apprentissage contractuel n'est qu'une variante minoritaire. Pour les informatrices rencontrées, au terme de leur scolarité, deux possibilités s'offraient : soit rester à l'intérieur de la cellule familiale pour y travailler ou continuer d'y vivre tout en faisant un apprentissage à l'extérieur, soit s'en éloigner pour se placer, ou être placées. Il s'agissait alors de travailler directement ou plus rarement d'entrer en apprentissage. Sur 78 témoins, 58, soit 75 % du total, ont reçu leur formation dans un cadre familial et 20, soit 25 % du total, hors cadre familial. La première solution a souvent leur préférence et seul un contexte familial difficile (mauvaises relations avec les parents ou beaux-parents, inceste) peut pousser une très jeune fille à vouloir se placer en dépit des inconvénients de la formule.

Rester sur l'exploitation pour y travailler est une option souvent réservée aux familles restreintes de trois enfants ou moins, car si peu d'exploitations sont suffisamment grandes pour fournir du travail à tous les enfants

d'une fratrie nombreuse³⁶, toutes ont néanmoins besoin de la main-d'œuvre gratuite fournie par les enfants. Il est dès lors très difficile à ceux-ci, garçons comme filles, de se soustraire, en cas de désir contraire, à l'injonction parentale de travailler sur l'exploitation. La mise au travail est précoce, dès 8 ou 9 ans, d'abord ponctuelle ou saisonnière durant la scolarité, puis permanente après sa fin, parfois anticipée en dépit de la législation en vigueur. Le respect de l'obligation scolaire jusqu'à 13 ans, puis 14 ans à partir de 1936, semble assez relatif au moins jusqu'aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale et certains des témoins sont « sortis » par leurs parents de l'école bien avant l'âge légal³⁷. Le prime apprentissage des gestes se fait au spectacle puis à l'imitation des membres de la famille que l'on accompagne aux champs et par l'accomplissement de tâches traditionnellement « réservées » aux plus jeunes comme la surveillance du troupeau mené au pâturage.

Il convient à mon avis de relativiser le partage sexué des tâches et, si les garçons ne sont généralement pas formés à certaines tâches domestiques (Marcel T.³⁸, né en 1922, quatrième d'une famille de six garçons qui fut désigné pour « faire la fille » par ses parents est certainement une exception), les filles peuvent être formées à accomplir l'éventail complet des tâches agricoles. Le père de Suzanne R.³⁹, née en 1921, avait ainsi décidé qu'« elle ferait l'homme » et lui avait appris à labourer et panser les chevaux tandis que sa sœur, d'un an plus jeune, se formerait, auprès de la mère, aux tâches féminines (basse-cour, traite, soins du ménage.) Ce fut aussi le cas de Madeleine F.⁴⁰, née en 1921, de Madeleine G.⁴¹, née en 1912, et de Jeanne L.⁴², née en 1918. L'inversion des genres, si mal considérée dans la sphère publique, ne semble pas poser de problème majeur dès lors que la survie économique de la cellule domestique est engagée.

De toutes les modalités de formation, celles qui ont pour cadre l'exploitation familiale sont souvent les moins spécialisées et ne sont sanctionnées, à cette époque, par aucune reconnaissance officielle. Le regard que portent rétrospectivement les témoins sur leur formation hors du cadre familial est assez ambivalent. Le placement peut-être très apprécié quand il se déroule

36. Beaucoup de nos informatrices sont nées dans des communes riveraines de la Loire dans lesquelles la taille des familles, contrairement aux Mauges prolifiques, était restreinte dès l'entre-deux-guerres.

37. 8 témoins sur 78 ont quitté l'école avant 12 ans et 4 avant 10 ans.

38. Marcel T. Entretien du 8 mars 2005 à Saint-Mathurin-sur-Loire (Maine-et-Loire). Ses deux parents travaillant à l'extérieur, il dut s'acquitter des tâches domestiques (vaisselle, confection des repas, ménage) généralement dévolues à la fille aînée dans les fratries mixtes. Bien qu'exceptionnel, son cas peut constituer une certaine forme de reconnaissance de la nécessité du travail féminin domestique dans l'exploitation familiale.

39. Suzanne R. Entretien n° 1 du 9 septembre 2005 à Montreuil-Juigné (Maine-et-Loire).

40. Madeleine F. Entretien n° 3 du 29 septembre 2005 à Avrillé (Maine-et-Loire).

41. Madeleine G. Entretien n° 3 du 22 septembre 2005 à Juigné-sur-Loire (Maine-et-Loire).

42. Jeanne L. Entretien n° 3 du 22 septembre 2005 à Juigné-sur-Loire (Maine-et-Loire).

dans une « bonne famille » et qu'il donne lieu à une qualification gratifiante; au contraire, il peut être honni et détesté quand il est synonyme d'harasement physique, de harcèlement sexuel. Comme au xix^e siècle, dans un nombre non négligeable d'affaires de viols ou d'attentats à la pudeur étudiées par Laurent Ferron⁴³, la victime est la jeune domestique placée et l'agresseur l'employeur. Deux informatrices ont témoigné avoir été victimes de tels faits lors de leur placement⁴⁴.

Dans les familles nombreuses, les aînées restent plus souvent dans l'exploitation, ce sont surtout les puînées que l'on place, parfois très jeunes (près d'une dizaine de témoins ont été placées avant 12 ans, 4 avant 10 ans). Le placement est fréquemment décidé, sans consultation de l'enfant, par les parents qui négocient contrats et gages, dont le montant leur est souvent directement versé⁴⁵, avec des employeurs appartenant au cercle des relations plus ou moins proches formé par le voisinage et/ou la parenté. Les grandes louées typiques du xix^e siècle ayant quasiment disparu, les recrutements s'opèrent essentiellement par le bouche à oreille ou, quand il s'agit d'un placement en ville, par le biais des petites annonces paraissant dans les journaux locaux. L'entrée en place intervient ordinairement au tout début de l'été, avant le commencement des moissons, et signifie souvent un éloignement brutal d'avec la famille, qu'au mieux on vient visiter chaque dimanche (arrivée avant la messe, retour dès la fin des vêpres), et qu'on ne retrouve parfois qu'aux fêtes carillonnées. Le contact est toutefois fréquemment maintenu par courrier, qu'il s'agisse des missives que s'adressent mutuellement parents (mère surtout) et enfants ou employeurs et parents, ces derniers déléguant parfois un droit de surveillance, voire de correction, sur leur progéniture.

Le placement dans les fermes est marqué par une grande polyvalence des tâches effectuées tant dans le cadre domestique (ménage) qu'à l'extérieur (travail agricole) et ne marque pas de rupture professionnelle avec les tâches précédemment exécutées dans le cadre familial. Les conditions de travail et de vie sont très variables (logement, repas, responsabilités) en fonction des employeurs, de leur âpreté au gain et de leur sensibilité. Anne L.⁴⁶, née en 1923, placée à 12 ans, se souvient d'être restée seule à la ferme le dimanche et d'avoir dû payer sur ses gages la chandelle servant à éclairer le coin de grenier dans lequel elle couchait. Madeleine C.⁴⁷, née en 1907 et placée à 13 ans, vécu très mal la promiscuité imposée du couchage avec les jeunes employés masculins logés dans la même chambre qu'elle.

43. FERRON Laurent, *La Répression pénale des violences sexuelles au XIX^e siècle*, thèse d'histoire, Université d'Angers, 2000.

44. Madeleine V. Entretien non enregistré du 23 septembre 2005 à Juigné-sur-Loire. Marie J. Entretien du 10 août 2005 à Saint-Barthélemy-d'Anjou (Maine-et-Loire).

45. Utilisation assez fréquente des mandats postaux.

46. Anne L. Entretien n° 1 du 9 octobre 2005 à Montreuil-Juigné (Maine-et-Loire).

47. Marguerite C. Entretien n°2 du 9 mai 2005 à Écouflant (Maine-et-Loire).

Le placement en maison petite-bourgeoise ou bourgeoise urbaine, voire « au château » quand les parents sont fermiers dans un grand domaine nobiliaire, est plus recherché car il offre parfois la possibilité d'une formation de femme de chambre ou de cuisinière, au contact d'un personnel plus expérimenté transmettant savoirs et savoir-faire, dans le but intéressé d'avoir une aide opérationnelle le plus rapidement possible. Il y a alors une réelle fierté à avoir « été bien formée » et voir ses compétences validées par des lettres de recommandation facilitant l'accès à d'autres places plus prestigieuses. Denise C., née en 1907⁴⁸, parle de ses années de placement comme bonne à tout faire dans la famille d'un avocat saumurois comme « des plus belles années de sa vie ». Marie C.⁴⁹, née en 1913 et placée à 10 ans, évoque avec vénération les « Demoiselles du Château » qui, certes, lui faisaient faire la vaisselle toute seule, perchée sur un escabeau, mais continuèrent aussi, après les heures de ménage, à lui dispenser un enseignement élémentaire. Selon qu'il a pour cadre une exploitation agricole que rien ne distingue de la ferme familiale, une maison bourgeoise en ville ou un château de notable à particule, le placement est très inégalement qualifiant.

Seule formation véritablement qualifiante bien que rarement sanctionnée en milieu rural par un diplôme, l'apprentissage ne concerne qu'une minorité des femmes rencontrées. Accepté ou imposé par les parents qui doivent souvent en financer la première année, l'apprentissage procède d'un désir des parents ou/et de l'impétrante de se former à un métier précis, impliquant d'abandonner, le temps de la formation, le régime ordinaire de la pluriactivité. L'apprentissage apparaît comme une période « suspendue », entre parenthèses, d'un couple d'années entièrement dévolues à une formation progressive au terme de laquelle l'apprentie détiendra un savoir-faire spécifique, fondateur d'une identité professionnelle parfois très forte.

En milieu rural, pour les jeunes filles, l'éventail des formations possibles est restreint et la couture demeure le principal débouché de celles qui ne veulent pas ou ne peuvent pas rester à la terre. En accompagnant la patronne dans sa tournée des fermes, l'apprentie apprend les rudiments de la confection et de la rénovation des garde-robes ordinaires. Un des paradoxes de cette formation de couturière, dont Yvonne Verdier a excellemment montré la complexité et les enjeux anthropologiques⁵⁰, est qu'une fois terminé l'apprentissage, très peu de jeunes filles en feront leur métier à plein-temps. À l'inverse de leurs camarades se formant et travaillant en ferme toute leur vie sans que leur soit reconnue, ni qu'elles se reconnaissent elles-mêmes, une quelconque qualification, les couturières spécifiquement formées à un métier semblent développer une forte identité professionnelle alors même qu'elles ne mettent pas en pratique, sinon à titre gracieux dans la sphère familiale, les savoir-faire acquis.

48. Denise C. Entretien n°2 du 8 avril 2003 à Doué-la-Fontaine (Maine-et-Loire).

49. Marie C. Entretien n°2 du 27 février 2003 à Gennes (Maine-et-Loire).

50. VERDIER, Yvonne, *Façons de dire, façons de faire. La laveuse, la couturière, la cuisinière*, Paris, Gallimard, 1979.

•

À l'image de Denise P.⁵¹, née en 1912, disant dans la même phrase qu'elle avait dû, dès la sortie de l'école, « travailler dans les champs [et] qu'il n'était pas question d'avoir un métier à ce moment-là », les femmes rencontrées semblent avoir eu des difficultés non pas à parler de leurs travaux quotidiens mais à les concevoir comme un métier, une profession donnant « droit » à l'instar des hommes à un statut social. Seules celles qui ont bénéficié d'une formation dans le cadre d'un apprentissage ou d'un placement auprès d'un personnel spécialisé se reconnaissent une qualification et en tirent, au moins, une gratification narcissique. Interrogés, les dix hommes rencontrés, issus également des mêmes milieux populaires ruraux angevins, n'avaient pas les mêmes réticences à se présenter comme détenteurs d'un savoir-faire professionnel et déclinaient leur activité sur un mode actif et non plus passif. Ils n'étaient pas « à la terre » mais cultivateurs ou ouvriers agricoles, pas « à la vigne » mais viticulteurs ou ouvriers viticoles, pas « placés » mais valets, etc.

La reconnaissance de la professionnalisation du travail des femmes est tardive et parfois ambiguë quand elle passe au préalable par l'apologie des « métiers féminins », considérés comme des maternités symboliques, ou qu'elle s'accompagne d'une dévalorisation *de facto* d'une profession désinvestie par les hommes. Dans les campagnes, c'est dans les années 1970-1980, alors que l'exode rural s'accélère, que les exploitations agricoles disparaissent en masse et que les effectifs employés dans ce secteur s'effondrent, qu'est reconnue aux femmes d'agriculteurs la professionnalisation de leur travail. Un métier leur est donné dans un monde rural en déréliction : celui d'agricultrice⁵², fondateur d'un statut, celui d'exploitante agricole. D'autre part, longtemps travailleuses sans métier, les femmes exercent désormais des métiers, souvent labellisés féminins, pour lesquels elles ont été spécifiquement qualifiées, qui les exposent plus que les hommes à se retrouver sans travail ou en situation de sous-travail⁵³, contexte les incitant à se désengager de toute démarche professionnelle et à se retirer dans la sphère domestique.

51. Denise, P. Entretien n°6 du 10 janvier 2005 à Mazé (Maine-et-Loire).

52. Françoise Giroud s'adresse aux « agricultrices » en 1974 lors d'une rencontre avec la fédération nationale des syndicats agricole.

53. Actuellement, le taux de chômage des femmes est supérieur à celui des hommes et elles constituent l'essentiel des effectifs à temps partiel.

RÉSUMÉ

Le but premier de ce travail est de présenter un inventaire critique des sources écrites et orales utilisables pour décrire et définir les travaux féminins dans les campagnes de l'ouest de la France durant la première partie du xx^e siècle. Il s'agit également de mettre en évidence les difficultés qu'il y a à parler du travail des femmes alors que leurs multiples activités ne sont pas reconnues, y compris par elles, comme de réels métiers.

ABSTRACT

The first purpose of this memoir is to make up the critic inventory of written and oral sources available to describe and definite the women's labours in the french western country during the firts part of twentieth century. The question is to point at the difficulties to talk about the women's labours which the many activities has not recognized as really trades.